

ÉTÉ 2024



Newsletter

COMMUNIQUÉ D'ASSOCIATIONS DE TERRAIN ACCOMPAGNANT DES MILLIERS DE PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION DE TOUS PAYS, SURVIVANTES DE LA PROSTITUTION, ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES MASCULINES FRANÇAISES ET EUROPÉENNES

La CEDH conforte la loi française. Un signal fort pour l'Europe, une victoire pour toutes les femmes!

À la suite d'une requête déposée en 2019, la Cour européenne des droits humains (CEDH) était amenée à se prononcer sur la pénalisation de l'achat d'actes prostitutionnels, accusée de "mettre en péril l'intégrité physique et psychique et la santé des personnes [pratiquant] la prostitution" et de menacer "le droit au respect de la vie privée des personnes prostituées et de leurs client". Dans cette décision rendue le 25 juillet, la CEDH a rejeté à l'unanimité l'ensemble de ces griefs.

...

Nous continuons de réclamer la mise en place des mesures suivantes :

- Offrir à toutes et tous une alternative à la prostitution : Permettre à toutes les personnes prostituées qui le souhaitent de sortir de la prostitution (multiplier les parcours de sortie et les améliorer par l'augmentation de l'allocation financière et la durée du titre de séjour pendant le parcours, la délivrance d'un titre à l'issue, et le financement de l'accompagnement)
- Initier de grandes campagnes nationales pour un changement de regard de la société, en priorité en direction des « clients » prostitueurs
- Mettre fin à l'impunité pour les prostitueurs, « clients » et proxénètes, notamment en ligne
- Généraliser la prévention pour assurer un avenir sans marchandisation pour les jeunes via le déploiement d'une véritable éducation à la sexualité ainsi que la prévention et prise en charge des mineur.es victimes de violences sexuelles ;
- Consentir l'effort financier à la hauteur de l'enjeu, estimé à 2,4 milliards d'euros sur 10 ans pour la France.

[CLICK HERE](#)



APPEL DE MONTRÉAL POUR L'ABOLITION DE LA PROSTITUTION



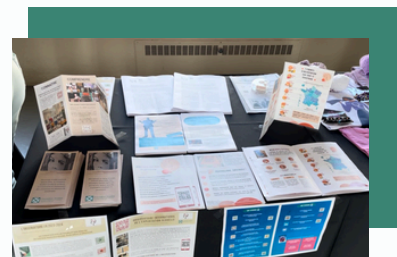
60 ORGANISATIONS ABOLITIONNISTES SIGNATAIRES

Présente lors du 4ème congrès mondial pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des femmes et des filles, du 1er au 3 juin à Montréal, la Fondation a signé l'appel qui a clôturé cet événement : l'appel de Montréal pour l'abolition de la prostitution.

“ Nous, survivantes du système prostitutionnel, travailleuses de terrain, militantes féministes, universitaires, représentantes syndicales, avocates, organisations de la société civile et citoyennes de plus de 35 pays réunies à Montréal, appelons à l'abolition du système prostitutionnel au Canada et dans le monde entier.

...

En tant qu'organisations et militantes féministes, nous appelons les Etats et les institutions internationales à nous écouter, en mettant en œuvre une approche féministe du système prostitutionnel, dont l'existence est profondément incompatible avec une société d'égalité entre les hommes et les femmes. Un Etat ou une institution qui se définit comme féministe ne pourra jamais développer des politiques visant à organiser la prostitution : tous les efforts doivent être dirigés vers son abolition.”





MANIFESTE DES ASSOCIATIONS DE TERRAIN ET SURVIVANTES AGISSANT AUX CÔTÉS DES PERSONNES PROSTITUÉES ET DES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES



En tant qu'associations de terrain et survivantes de la prostitution, agissant aux côtés des personnes prostituées, et associations de lutte contre toutes les formes de violences sexuelles et sexistes, nous sommes témoins de la violence que les personnes prostituées et victimes de la traite des êtres humains subissent au quotidien et des conséquences éminemment destructrices de cette activité sur leur santé physique, psychique et sexuelle. Sous quelque forme que ce soit, nous constatons à quel point la marchandisation du corps humain est une atteinte fondamentale aux droits et à la dignité humaine. Pour construire une société ambitieuse d'égalité entre les femmes et les hommes, respectueuse de toutes et tous, protectrice des personnes les plus vulnérables et discriminées, nous vous proposons de vous engager à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel en soutenant les 5 priorités suivantes et les 16 recommandations qui en découlent.

[CLICK HERE](#)





HAUSSE DES STAGES "CLIENTS" À PARIS À L'APPROCHE DES JO

La Fondation Scelles a coanimé 4 stages de lutte contre l'achat d'actes sexuels avec l'APCARS à la Préfecture de la Région Ile de France et à la MJD du 17ème

Plusieurs hommes condamnés à des peines avec du sursis probatoire et des amendes durant ces sessions de juin, mélangés à ceux en « simple » alternative aux poursuites judiciaires. Dans le cadre de la composition pénale maintenant automatique à Paris, l'ensemble des « clients » reçoivent une inscription au casier judiciaire (B1). Après 16 stages à Paris en 2023, une dizaine ont déjà eu lieu en 2024 et plusieurs dates sont programmées d'ici décembre. Après un essoufflement du dispositif en 2021 et 2022, le Parquet de Paris et les forces de sécurité intérieure ont accentué la pression sur les agresseurs. Le gouvernement a réaffirmé sa volonté de lutter contre le système prostitutionnel et d'améliorer le dispositif de verbalisation et de condamnation des proxénètes.

#SEXPLOITED ET SES ÉVOLUTIONS

EN JUIN, C'ÉTAIT RENDEZ-VOUS RENDEZ-VOUS RENDEZ-VOUS



Pour le développement de l'onglet mineur.e.s de notre application #SEXPLOITED, nous sommes allées à la rencontre de Guillaume Lardanchet, Directeur de l'association HORS LA RUE, qui s'occupent des mineur.es étrangèr.es en situation de danger. Cet échange nous a apporté un éclairage sur les spécificités de ces jeunes et des liens étroits entre mineur.es en danger et activités prostitutionnelles.

Nous nous sommes également rendues dans les locaux de Droit d'Enfance, où nous avons rencontré l'équipe du Dispositif PARÉ, qui se charge de référencer et de centraliser toutes ressources utiles pour lutter contre la prostitution des mineur.es. Ces ressources sont mises à la disposition de tous.tes professionnel.les concerné.es. Ce fut l'occasion de présenter l'onglet majeur de l'application déjà en service et d'échanger sur la difficulté d'un recensement qualitatif concernant les structures pouvant bénéficier aux mineur.es en situation prostitutionnelle.

Enfin c'est en distanciel, via zoom, que nous avons pu discuter avec Caroline Gierden, membre de l'équipe 119, chargée de projet pour le dispositif de lutte contre la prostitution des mineur.es mis en place depuis un an maintenant. Ces connaissances concernant les structures institutionnelles jouant un rôle dans la protection de l'enfance et plus précisément la prostitution des mineur.es ont été très utiles et furent grandement appréciées.

Merci à tous.tes les professionnel.les qui ont pris de leur temps pour nous rencontrer et partager leurs expériences pour nous aider à développer un outil utile et cohérent!

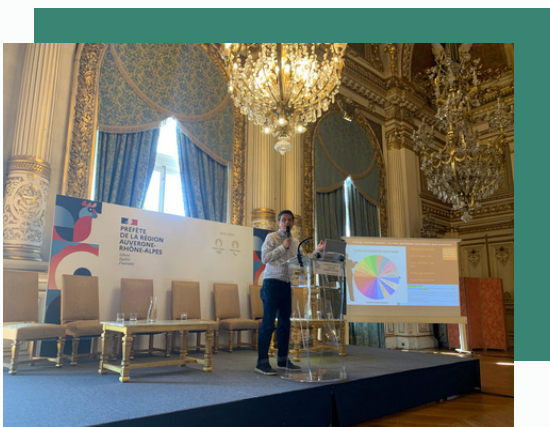
#SEXPLOITED

<https://www.sexploited.org/>



LA FONDATION SUR TOUS LES FRONTS Formation, sensibilisation, plaidoyer.

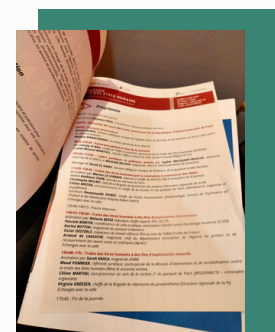
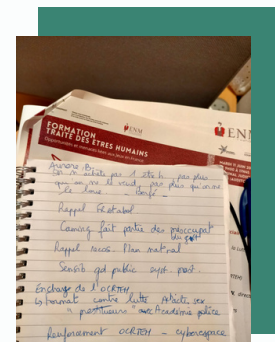
A la demande de l'Amicale du Nid, la Fondation Scelles est intervenue le 10 juin à la préfecture de Lyon pour une journée organisée sous l'égide de la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité du Rhône sur le thème : « **Achat d'un acte sexuel : Décrypter, Prévenir, Responsabiliser les auteurs** ». Devant plus d'une centaine de personnes, nous avons pu revenir sur la mise en œuvre des aspects répressifs de la mise en œuvre de la loi Olivier-Coutelle et notamment sur la lutte contre la demande. Après plus de 8 ans de pénalisation des « clients », qu'en est-il aujourd'hui de la situation en France ?



Comment fonctionne le dispositif entre le volet répressif (verbalisation, courrier au domicile, amende, convocation au tribunal, inscription au casier judiciaire) et le volet pédagogique des stages d'alternatives aux poursuites judiciaires. Un atout incontournable : la parole et les témoignages des survivantes de la prostitution.

À l'approche des Jeux olympiques et paralympiques, de nombreuses organisations ont été mises en alerte quant à l'attraction qu'ils représentaient pour les réseaux de traîtres. À cette occasion, la mission interministérielle pour la protection de femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, en collaboration avec l'ENM, ont organisé une formation à destination des acteurs policiers et judiciaire ainsi que des associations. Cette formation avait deux objectifs principaux : appréhender les situations au plus juste et accompagner les victimes pour une coopération judiciaire efficace et permettre une réponse pénale adaptée à l'encontre des auteurs, en matière de peines prononcées, y compris de confiscations.

La Fondation était donc présente à cette journée de formation, car une partie y était dédiée à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Ce panel fut composé de Mme Pommier, référente juridique, porte-parole de la Mission d'intervention et de sensibilisation contre la traite des êtres humains et ancienne victime ; Mme DREESEN, cheffe de la Brigade de répression du proxénétisme et Mme RENNESSON, substitut au sein de la section J1 du parquet de Paris (JIRS - criminalité organisée).



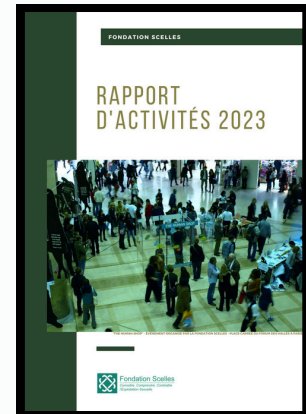


RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023 DE LA FONDATION

Notre rapport d'activités 2023 est enfin sorti !

Vous y retrouverez une synthèse de toutes nos actions de sensibilisation et nos interventions, notre plaidoyer, les publications de l'observatoire, nos mobilisations, nos communications, les partenariats mis en place tout au long de cette année, nos projets en cours, etc.....

[CLICK HERE](#) 



#SEXPLOITED : UNE APPLICATION ANONYME ET GRATUITE D'AIDE AUX PERSONNES PROSTITUÉES. VILLE DE PARIS



La Ville de Paris et la préfecture de Paris et d'Île-de-France soutiennent financièrement l'application #Sexploited.

Sa mission ?
Faciliter la protection, l'accompagnement et la reconstruction des personnes en situation de prostitution.

En 2020, la Fondation Scelles a créé une application anonyme et gratuite d'aide aux personnes prostituées : #Sexploited.

En dix langues (français, anglais, espagnol, portugais, bulgare, roumain, russe, chinois, arabe et ukrainien), et accessible sur téléphone, tablette ou ordinateur, l'application :

- facilite, grâce à la géolocalisation, la mise en relation des personnes en situation de prostitution, françaises ou étrangères, majeures ou mineures, vers des structures spécialisées à proximité pouvant leur fournir une aide ou un accompagnement global (aide à l'hébergement, prévention santé, soutien psychologique, écoute, aide juridique, dispositifs de réinsertion) ;
- fournit 8 numéros d'urgence et plus de 600 adresses de service d'urgence médicale (hôpitaux, cliniques) ;
- propose des informations sur les droits dont bénéficient les personnes en situation de prostitution.

[CLICK HERE](#) 



CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LA PROSTITUTION, L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS DANS LE CONTEXTE DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

À l'approche des JO 2024 le gouvernement a lancé une campagne d'information et de sensibilisation au système prostitutionnel

Aujourd'hui en France :

- 40 000 personnes sont toujours en situation de prostitution
- 11 000 mineurs sont victimes d'exploitation sexuelle

Dans le cadre du plan national de lutte contre l'exploitation et la traite des êtres humains 2024-27 et de la stratégie de lutte contre le système prostitutionnel et l'exploitation sexuelle, l'Etat s'est engagé à déployer une campagne de sensibilisation à destination des publics français et internationaux à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Face au risque d'augmentation du volume d'achats d'actes sexuels et des situations de traite des êtres humains en marge des Jeux Paris 2024, l'Etat déploie une campagne de sensibilisation composée de deux kits de communication visant à informer les publics, notamment les visiteurs étrangers :

- De l'interdiction en France de l'achat d'actes sexuels, selon la législation en vigueur depuis la loi de 2016 sur la pénalisation du client qui achèterait des services sexuels, et la loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale pour les mineurs ;
- Des différents types d'exploitation et de traite des êtres humains : exploitation sexuelle, par le travail, par la contrainte à commettre des délits ou la mendicité forcée.

Deux kits, l'un sur la Lutte contre le système prostitutionnel et l'autre sur la Lutte contre l'exploitation et la traite des êtres humains sont disponibles en français et en anglais et accessibles au téléchargement et libres de droits.



[CLICK HERE](#)



1ER PLAN DE RÉPRESSION DE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS À DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE 2024 - 2026

Ce plan répressif à pour mission première de donner une réponse coordonnée et ambitieuse pour les forces de sécurité intérieures face au fléau grandissant qu'est la TEH à des fins d'exploitation sexuelle et le proxénétisme.

Objectif n°6

Faire diminuer la demande d'actes sexuels tarifés Sans clients, pas de prostitution, pas de proxénétisme, pas de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Sensibiliser sur la responsabilité pénale du client et intensifier sa verbalisation sont deux axes à promouvoir.



[CLICK HERE](#)

Mesure N°15 à l'échelle nationale

Améliorer la politique de contrôle et de verbalisation des clients et en promouvoir une application effective et homogène sur l'ensemble du territoire.

COMMUNIQUÉ UNITAIRE SUITE À LA DÉCISION DE LA CEDH SUR L'INTERDICTION D'ACHAT D'ACTES SEXUELS : PLUSIEURS SYNDICATS SE FÉLICITENT DE LA DÉCISION



Plusieurs syndicats dont la CGT, la CFTD, FSU, L'UNEF, L'UNSA, la FSU, la Fondation Copernic et le Collectif Droits des Femmes ont signé un communiqué de presse retentissant affichant un soutien appuyé à la loi française de 2016 : " La loi de 2016 ne doit pas être abrogées. Il est crucial de protéger les personnes prostituées, démanteler les réseaux et responsabiliser les clients, car sans eux, la prostitution n'existerait pas."

[CLICK HERE](#)

FERMETURE DU SITE COCO

Le mardi 25 juin 2024, le Parquet de Paris a annoncé la fermeture définitive du site coco.gg. Connu pour être un facilitateur de commission d'infraction et après de nombreuses plaintes contre homophobie, pratiques illégales (pédophilie, prostitution, vente de drogues, etc...) la direction générale des douanes et droits indirects et la gendarmerie nationale à réussi à rriver ou bout de sa demande de fermeture

SOCIÉTÉ · CYBERCRIMINALITÉ

Fermeture du site Coco.gg :
23 051 procédures étaient engagées contre le site de tchat, connu pour ses contenus illégaux

Le parquet de Paris a annoncé, mardi 25 juin, la fermeture de ce tchat devenu un repaire de contenus pédophiles et à l'origine de guets-apens tendus à des homosexuels, après plus de vingt ans d'impunité.

Par Samuel Laurent

Publié le 25 juin 2024 à 16h19, modifié le 26 juin 2024 à 08h45 · Lecture 3 min.